

Consultation publique Commission de Régulation de l'Énergie
Juillet 2019

Procédures de raccordement au réseau de transport et distribution

Question 1 :

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Réponse 1 :

Enerplan est favorable à tout ce qui permettra de simplifier les procédures de raccordement, en injection notamment. Les procédures actuelles entraînent des redondances, et le fait d'introduire une procédure unique avec un interlocuteur unique et une dématérialisation possible pour le demandeur peut être un facteur de facilitation et de gain de temps dans le raccordement des installations de production et de soutirage.

Enerplan attire l'attention sur la nécessité d'une procédure équivalente pour l'ensemble des gestionnaires de réseaux de distribution. On constate aujourd'hui une iniquité de traitement entre les autoconsommateurs selon leur lieu de résidence à raison du coût de leur raccordement en autoconsommation (forfaitaire avec pose de Linky si nécessaire pour Enedis, second compteur nécessaire pour certaines ELD).

Par ailleurs, les bénéfices que tire le réseau de cette faculté double de soutirage, injection voire d'injection commandée au moment de la pointe pour les dispositifs pourvus de stockage n'est aujourd'hui pas reconnu ni rémunéré. Il s'agit là pourtant d'un levier important, qui ira croissant avec le développement des solutions en autoconsommation avec stockage et celui du véhicule électrique permettant le V2G.

Question 2 :

Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les Operations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse 2 :

Cette généralisation des ORI va dans le bon sens, et doit être une base du dialogue nécessaire entre producteur et gestionnaire de réseau. Cependant, est-ce au producteur de demander

l'ORI ou au gestionnaire de réseau ? Ce dernier est mieux à même de connaître les contraintes de réseau s'appliquant à la demande de raccordement ou d'étude préalable. A ce titre, il nous semble que la proposition de raccordement intelligent doit être de l'initiative du gestionnaire de réseau de transport ou de distribution, au pétitionnaire ensuite d'accepter ou non cette proposition.

Par ailleurs, dans ce cadre doit se poser la question du stockage de l'électricité générée en vue de son injection ultérieure. Là encore, il peut être intéressant au regard de la contrainte exprimée en volume horaire dans l'ORI pour le développeur de prévoir un stockage à la pointe de production, et donc un écrêtement local sans perte sèche de l'énergie produite, pour que l'injection se fasse au moment du besoin et/ou de la pointe de consommation.

L'écrêtement devrait être préalablement prévu par voie contractuelle, tant sur son volume horaire maximal que sur la rémunération de la production non injectée.

Écrêter ainsi des productions renouvelables apparaît toujours comme la solution la moins pertinente pour les objectifs d'accroissement de la part de renouvelables dans le mix, mais aussi au regard de la priorité à l'injection donnée aux énergies renouvelables en droit européen. Permettre un stockage intermédiaire pour une injection au moment du besoin, et rémunérer cette faculté de flexibilité accroîtra non seulement la part d'électricité renouvelable dans le mix, mais permettra en outre une meilleure adéquation avec le besoin.

Question 3 :

Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Réponse 3 :

Enerplan est favorable à cette proposition qui doit permettre un travail en amont du raccordement, évaluant les conditions de ce dernier. En cela, il offre de la visibilité au porteur de projet et ne peut qu'être salué. Son caractère optionnel est à préserver : il n'est pas souhaitable d'en faire une étape obligatoire allongeant les durées de procédure et leur complexité.

Une précision mérite d'être faite : le texte mentionne le seul GRD. Or il semble utile que cette procédure optionnelle puisse exister également pour le GRT.

Enfin, le coût de ce travail amont doit être évalué de manière à ne pas rendre dissuasive pour le producteur le recours à cette solution, alors que le projet est souvent dans une phase très amont et que l'intérêt d'anticiper est justement de pouvoir définir le projet à l'optimum technico-économique.

Question 4 :

Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse 4 :

Pourquoi ne pas proposer ici aussi une étude similaire au PRAC, avec des options de raccordement, en particulier lorsque les opérations d'aménagement en question seront de plus en plus, eu égard aux réglementations environnementales et thermiques, à la fois consommatrices mais aussi productrices.

Une PRAC pourrait aider, dans le cadre de la programmation urbaine, à planifier au mieux les moyens de production locale d'électricité et de stockage en fonction de la proposition financière faite pour le raccordement.

Question 5 :

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse 5 :

Les professionnels du solaire ne peuvent que saluer les évolutions afin de fiabiliser les informations de capacité des postes en injection. Confirmer dans les textes ce qui est une réalité de fonctionnement des gestionnaires de réseau, à savoir une actualisation plus régulière ne peut que recueillir un avis favorable de notre part.

Question 6 :

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse 6 :

Il est nécessaire de trouver une manière intelligente de gérer les options proposées, afin de ne pas engorger artificiellement des capacités de raccordement. En cela, une limitation dans le temps, d'une durée raisonnable et avec une information claire du pétitionnaire, des offres de raccordement alternatives paraît adaptée à la double contrainte de mettre de l'intelligence

dans la procédure de raccordement tout en ne gelant pas inutilement des capacités pour les autres demandeurs du même périmètre.

Question 7 :

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse 7 :

Toute mesure permettant d'accélérer et de simplifier les procédures de raccordement est une mesure souhaitable. Dématérialiser les procédures est une piste intéressante, mais ne doit pas conduire à un effet « boîte noire ». Il est important pour les développeurs et installateurs de conserver un interlocuteur physique unique pour le suivi de la demande de raccordement, notamment dans le cadre du choix de l'offre de raccordement et des options proposées.

Question 8 :

Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Réponse 8 :

Les périodes de forte affluence semblent assez largement anticipables par les gestionnaires de réseau. Elles sont souvent un effet collatéral des révisions périodiques des tarifs. Ainsi qu'il est noté, Enedis a su s'organiser pour ne pas mobiliser ces délais dérogatoires, contrairement à EDF SEI.

Une suppression de ces dérogations serait donc de bon aloi si le dépassement du délai de trois mois est contrôlé et sanctionné. Il ne s'agit pas de passer d'une dérogation explicite à une dérogation implicite qui ne pénaliserait au final que le demandeur.

Question 9 :

Question 9 :

Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Réponse 9 :

S'agissant de raccordement en soutirage, et du travail de veille interne au GRD, Enerplan n'a pas de remarque à formuler sur ce point.

Question 10 :

Question 10 :

Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Réponse 10 :

Un encadrement des délais de raccordement est nécessaire. Il emporte des conséquences importantes pour les porteurs de projet. Hors circonstances exceptionnelles, il doit être le plus réduit possible. En particulier, ces délais indépendants du producteur, dans l'envoi des documents et le raccordement effectif, peuvent aboutir à grever l'économie de projets en faisant dériver d'un trimestre à l'autre une demande, entraînant potentiellement une baisse du tarif d'achat.

Une consultation ad hoc, portant sur la qualité de service, étant annoncée, des réponses plus précises en termes de propositions temporelles pourront être faites à cette occasion.

Question 11 :

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Réponse 11 :

Enerplan est favorable à la transparence du calcul des coûts de raccordement, et donc à cet égard à toute précision dans la PTF permettant d'apprécier la manière dont le gestionnaire de réseau communique ces éléments au pétitionnaire.

Question 12 :

Question 12 :

Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Réponse 12 :

L'impact de cette mesure ne sera réel que si elle se traduit par une simplification administrative et une accélération des travaux liés au raccordement. Il est ainsi nécessaire de

revoir le cadre juridique de cette maîtrise d'ouvrage déléguée, qui incluse dans un « contrat de mandat » transfère les contraintes du code des marchés publics au délégataire. Il conviendrait par ailleurs de revoir le périmètre du mandat afin qu'il puisse être restreint à un mandat de travaux, sans nécessairement emporter études et consultations administratives. Ces conditions doivent être simplifiées pour rendre la volonté du législateur, qui a permis cette faculté, opérante en accélérant les travaux. Les conditions fixées par le GRD ne doivent pas conduire à un allongement du temps et un renchérissement pour le producteur de la facture liée à ces travaux.

Question 13 :

Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

Réponse 13 :

Enerplan propose plusieurs pistes d'amélioration :

- Intégrer au plus vite les éléments issus de la directive ENR qui introduit la possibilité d'une procédure uniquement déclarative jusqu'à 50 kWc (avec un seuil minimal pour cette déclaration de 10,8kWc),
- Réduire au strict nécessaire les éléments demandés par le GRD pour le raccordement des installations en autoconsommation, en particulier les éléments relatifs au point de livraison à l'exclusion de toutes les autres informations relatives au client final, sa localisation, etc...
- Prévoir dès à présent les conditions de renouvellement de raccordement pour les installations en service actuellement qui seront renouvelées et/ou augmentées. Les fins des premiers tarifs d'achat se profilent, et le renouvellement des installations avec. Il convient d'anticiper un raccordement facilité pour ces opérations de repowering solaire.